



<< Science sans conscience n'est que ruine de l'âme >> qu'on peut à l'âme de tous ces fonctionnaires véreux d'un peuple virtuellement riche mais très pauvre et assis sur une terre prometteuse. Les problèmes de sous-développement en Guinée sont donc directement associés à la nature des structures et des attitudes administratives qui sont prédominantes au niveau local, notamment en milieu rural. Attention!, cette affirmation ne signifie pas que seuls les facteurs administratifs déterminent le succès ou l'échec des efforts de développement.

D'autres facteurs tels que l'organisation politique nationale, le niveau de formation des dirigeants (ministres, les agents et hauts cadres administratifs....), la dépendance économique et technologique vis-à-vis de l'extérieur, la bureaucratisation croissante et surtout la corruption généralisée de la société guinéenne entrent aussi en ligne de compte. Mais toujours il n'en reste pas moins que le rôle de l'administration est central et primordial. On peut alors se demander : si l'implication de l'administration au << politique >> avec toute la gamme de conséquences qu'elle comporte, n'ouvre pas une ligne de conduite non valable pour le pays qui a besoin de se développer ?

IL faut comprendre que la Guinée est dotée depuis son accession a l'indépendance politique le 2 octobre 1958 de régimes dictatoriaux, les Présidents de la République, ont toujours exigé de l'administration d'épouser leurs politiques.

Oui ! oui ! cet engagement, s'il est requis pour les objectifs de développement et s'il transcende une verbalisation formelle, rien n'empêche qu'il ne fasse partie d'un système d'incitation qui

récompense et protège les efforts vers le développement; certes, le principe de distinction entre la << politique >> et l'administration est de plus en plus remis en cause dans tous les pays démocratiques du monde, tant il est vrai que ces deux systèmes sont enchevêtrés et emmêlés. Mais, les dirigeants guinéens qui se sont succédés au pouvoirs, toujours l'administration guinéenne a été situer au coeur du pouvoir exécutif dans le plan réel de la vie gouvernementale dirigée par un seul individu, le chef de l'Etat, et non dans un plan idéal de l'Etat de Droit qui ont été défini par les constitutions guinéennes. Tout ce qu'on reproche à l'administration guinéenne c'est qu'elle s'engage avec zèle dans des activités contre-productives qui lui sont pourtant interdites par la Loi, et qu'un tel engagement n'aboutit pas à la création de la mystique de travail et de résultats concrets de changements pour le développement dont la Guinée et les guinéens ont tant besoin.

Le souci actuel des guinéens sous entre guillemet << 3ème République >>, consiste donc à savoir si et comment une administration fortement centralisée, routinée et paralysée par les rouages mafieux, orientée vers " l'administration de l'administration " plus que sur l'administration du développement, pourrait opérer sa propre mutation et remplir toutes ses missions de développement en n'étant d'ailleurs et en réalité plus étrangère à son environnement mais enracinée dans la réalités socioculturelles du pays.

Oui ! c'est un processus complexe, nous l'admettons, dont l'analyse des raisons et des moyens ne doit pas masquer l'ampleur des difficultés qu'il implique de résoudre, et pour lequel le facteur humain a sans aucun doute une importance déterminante.

Une politique démocratique de promotion suppose une nouvelle organisation de la formation de tout le personnel de l'administration publique guinéenne, pour afin d'anticiper ou combler le retard excessif de la Guinée-Conakry en matière de développement. Donc de ce fait, les agents publics doivent bénéficier d'assez de temps et des moyens nécessaires pour préparer les concours d'accès au grade supérieur pour les catégories B, C, D, pendant la durée du travail.

Nous sommes sûr et certains, si tous les anciens Ministres, y compris la première et la seconde République, avaient joué correctement leurs rôles, la Guinée-Conakry, cette maison commune des guinéens, n'en serait certainement pas à ce stade de pauvreté extrême.

L'administration publique guinéenne, rupture ou continuité ?

Moïse Guinée Solidaire Membre du MAP